



Amélioration des recettes fiscales

Que fait le Togo pour maintenir le cap ?

Ensemble des paiements obligatoires perçus par les administrations publiques, les recettes fiscales sont d’une importance capitale dans le développement. Au Togo, le choix de promouvoir les ressources endogènes pour répondre aux besoins de développement n’a de cesse de conduire le pays à innover dans la mobilisation des recettes fiscales. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les réformes visant à élargir ...



PAGES 6&7

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Grâce au produit AJSEF, madame Alidou Oumou, couturière, s'autonomise

Ce mercredi, Echos des bénéficiaires des produits FNFI nous transporte à Sarakawa, dans la préfecture de Doufelgou pour mettre sous ...

PAGE 2

ECOLOGIE



Mobilité verte

Deux véhicules électriques offertes par le Pnud

La transition écologique se concrétise comme un choix politique en faveur de la mobilité publique au Togo. Ce 22 janvier 2026, le ministère de l’Environnement et la commune de Golfe 3, ont été dotés chacun d’un véhicule électrique.

PAGE 11

Investiture de Mamadi Doumbouya à Conakry

Le Togo marque sa présence à la prestation de serment

Le nouveau président de la République guinéenne, le général Mamadi Doumbouya, a prêté serment pour un mandat de 7 ans, samedi dernier. La cérémonie d'investiture a rassemblé des milliers de Guinéens et d'autres ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Commémoration du 52<sup>e</sup> anniversaire de l’attentat de Sarakawa : le programme officiel dévoilé

Le Togo se prépare à marquer “le 52ème anniversaire de l’attentat de Sarakawa”. La date est fixée au samedi 24 janvier prochain. Le programme est désormais connu.

Dans un communiqué publié le mercredi 21 janvier, le ministre de l’Administration territoriale, Hodabalo Awate, a détaillé les temps forts de cette célébration. La commémoration débutera le mercredi 23 janvier à Kara. Une conférence publique est prévue au Collège militaire Eyadema de Tchitchao. Elle portera sur l’histoire et la vision du Père de la nation. Un buste y sera également dévoilé.

Le moment central interviendra le samedi 24 janvier. À “15h37 précises”, une cérémonie officielle de recueillement se tiendra au Mausolée de Sarakawa. Elle sera conduite par le président du Conseil ou son représentant. À Lomé et dans les chefs-lieux de région, des cérémonies simultanées sont annoncées.

Pour mémoire, le 24 janvier 1974, “l’aéronef présidentiel s’est écrasé dans la localité de Sarakawa (Kozah)”. Dans un contexte de négociations pour une gestion plus équitable de ses ressources minières.

Le président Gnassingbé Eyadema en est sorti indemne. Mais des vies ont été fauchées. Un drame fondateur de l’histoire nationale.

ENVIRONNEMENT

Biodiversité

Le Togo lance le processus d’élaboration du plan de financement

Le Togo franchit une nouvelle étape dans la protection de la biodiversité, ...

PAGE 9

Situation à la CEET

Le gouvernement recherche plusieurs options dont la filialisation

Le mercredi 21 janvier 2026, le ministère de l’Energie et des Ressources minières a publié un avis à manifestation d’intérêt pour le recrutement d’un cabinet chargé de la transformation organisationnelle et du renforcement de la gouvernance de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET).



PAGE 3





SOMMAIRE

Niger/Souveraineté  
Uranium : le groupe français Orano veut ester  
en justice contre l'Etat nigérien



P 4

Dettes publiques  
Le Togo réduit son encours sur le marché Uemoa



P 5

Hyperpigmentation  
Quelle est cette pathologie, comment la soigner,  
et comment la prévenir ?



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

# Grâce au produit AJSEF, madame Alidou Oumou, couturière, s'autonomise

Ce mercredi, Echos des bénéficiaires des produits FNFI nous transporte à Sarakawa, dans la préfecture de Doufelgou pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de Madame ALIDOU Oumou, couturière qui peut aujourd'hui se réjouir de pouvoir se prendre en charge grâce à son installation facilitée par le FNFI grâce au produit AJSEF.

Nous sommes à Sarakawa, préfecture de Doufelgou. Dans une concession très modeste, une case en terre battue aux murs délabrés, voilà ce qui sert d'atelier à ALIDOU Oumou, 32 ans, couturière dont l'installation a été facilitée il y a un an par le Fonds National de la Finance Inclusive, par le biais du crédit jeune AJSEF.

“ Je n'ai pas honte de vous dire que je vivais dans un état de pauvreté très avancé. Dieu seul sait, c'est très difficilement que j'ai pu apprendre le métier de couturière chez une amie de la famille. Mon parcours



Madame Alidou Oumou

n'a pas été facile, avec deux enfants dont je m'en occupe toute seule c'était

très difficile de pouvoir subvenir à mes besoins. La formation achevée,

pas de moyens non plus de pouvoir acheter une première machine et pouvoir me lancer. Dieu merci, un jour de marché, PROMOFINANCE, une institution de microfinance partenaire du FNFI est venu ici à Sarakawa pour entretenir les femmes sur les différentes opportunités offertes par le FNFI pour se lancer dans une activité génératrice de revenus. C'est justement au cours de cette séance d'information qu'il nous a été présenté le produit AJSEF. Sincèrement je n'avais fait aucune expérience dans le passé avec les institutions de microfinance, car pauvre que je suis je ne pensais pas être éligible aux conditions avec toutes les garanties qu'imposent souvent les microfinances.”

Rapprocher les services financiers des groupes les plus vulnérables, c'est bien là l'essence du FNFI qui depuis 2014 à travers de solides Prestataires de Services Financiers desservent toutes les localités du pays, le renforcement de tous les mécanismes d'inclusion

étant prôné par l'axe 3 du Plan National de Développement de notre pays.

“ Sans hésiter nous nous sommes constituées en groupe solidaire, trois jeunes dames qui avaient appris la couture dans le même atelier que moi. Nous avons donc été formés en gestion de crédit et entretenus sur comment planifier nos activités et être sûr de pouvoir honorer nos engagements vis-à-vis des remboursements. La formation a été très bénéfique pour nous. C'est donc après la formation, que nous avons obtenu le crédit. Moi j'ai obtenu un crédit de 200.000 FCFA conformément à ma demande, de quoi me permettre de pouvoir acheter une machine à coudre et pouvoir lancer mes activités. Quel soulagement de pouvoir exercer le métier de ses rêves. Très vite, j'ai débuté mon activité. Avec une machine désormais à mon actif et toutes les compétences d'exercer, je réalise mon rêve qui est celui d'être mon propre patron.”

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina  
Secrétaire de rédaction :  
Edy Alley  
Responsable web:  
Carlos Amevor  
Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima  
Edem Dadzie  
Luc Biova  
Rachid Zakari  
Responsable administrative, financière  
et commerciale:  
AMAH Essognim

Graphiste:  
Eros Dagoudi  
Imprimerie: Direct Print  
Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)



Guinée / Investiture de Mamadi Doumbouya

## Le Togo présent à cette cérémonie solennelle

Le nouveau président de la République guinéenne, le général Mamadi Doumbouya, a prêté serment pour un mandat de 7 ans, samedi dernier. La cérémonie d'investiture a rassemblé des milliers de Guinéens et d'autres délégations de pays africains dont le Togo ainsi que des représentants d'institutions internationales au stade général Lansana Conté de Nongo à Conakry.

Conseil Faure Essozimna Gnassingbé. Pour l'occasion, l'hymne national de la République de Guinée a été chanté en chœur par plus de 50 mille personnes mobilisées pour vivre cet événement historique dans la vie de cette nation.

a été élu au premier tour de l'élection présidentielle du 28 décembre dernier avec 86,72% des suffrages exprimés, pour diriger ce pays de 17 millions d'habitants. Sous le regard du président de l'Assemblée nationale

droite levée, a prêté serment devant les membres de la Cour suprême en audience solennelle délocalisée. « Je jure devant Dieu et devant le peuple de Guinée, sur mon honneur de respecter et de faire respecter scrupuleusement la Constitution, les lois, les règlements et les décisions de justice, d'exercer loyalement et dignement les fonctions qui me sont conférées dans l'intérêt supérieur de la nation, de ne jamais recourir aux pouvoirs qui me sont dévolus à des fins personnelles, de préserver en tout lieu et en toutes circonstances la paix, la cohésion sociale et l'unité nationale, de défendre les institutions de la République, l'intégrité du territoire et l'indépendance nationale ; en cas de parjure, que je subisse la rigueur de la loi », a déclaré le général Mamadi Doumbouya. Le président nouvellement investi mesure déjà l'immensité de la charge qui pèse désormais sur lui en tant que garant de l'unité nationale. Il s'engage à protéger les libertés politiques et fondamentales,

à garantir l'indépendance et la continuité de l'État, et à œuvrer pour le bien-être de tous les Guinéens. Expert en sécurité, le président guinéen incarne la vision d'une Guinée moderne et innovante à travers son programme SIMANDOU 2040 qui ambitionne de faire un pont vers la prospérité de la Guinée. Avant d'être renvoyé dans l'exercice de ses fonctions, le chef de l'Etat guinéen a reçu les attributs de l'État des mains du grand chancelier de la République de Guinée. La présence du Togo à cet événement historique dans ce pays frère et ami illustre l'attachement des plus hautes autorités togolaises aux valeurs démocratiques et républicaines, ainsi qu'au renforcement de la coopération bilatérale. À cette occasion, le professeur Komi Sélom Klassou a transmis les chaleureuses félicitations de Faure Gnassingbé à son homologue de la République de Guinée dont le pays connaît ainsi l'ouverture d'une nouvelle ère politique et institutionnelle.

E. Dadzie



Le professeur Komi Sélom Klassou durant la cérémonie (Crédit photo : Assemblée nationale togolaise)

Le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Sélom Klassou, a pris part à cette cérémonie au nom du président du

Le pays inaugure ainsi son entrée officielle dans la Vème République avec cette investiture. Pour rappel, le général Mamadi Doumbouya

togolaise, et en présence des autres délégations de chefs d'État et de gouvernement, le nouveau président, le général Mamadi Doumbouya, main

### Situation à la CEET

## Le gouvernement recherche plusieurs options dont la filialisation

Le mercredi 21 janvier 2026, le ministère de l'Énergie et des Ressources minières a publié un avis à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet chargé de la transformation organisationnelle et du renforcement de la gouvernance de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET).

Le lancement de cet avis à manifestation d'intérêt montre que le gouvernement de Faure Gnassingbé, président du Conseil, veut redonner une nouvelle vie, un nouveau souffle, un nouveau départ, et surtout plus de performance à la CEET. Le 8 août 2025, le site web [www.newafrique.net](http://www.newafrique.net) a publié un article titré : Togo-Une dette de 30 milliards de F CFA pèse sur la CEET. Selon le confrère, la CEET fait face à une situation financière critique, avec une dette annuelle estimée à 30 milliards de F CFA. Il révèle que cette somme colossale résulte principalement de pertes techniques et commerciales évaluées à environ 16% de son chiffre d'affaires. Par ailleurs, l'on apprend

que les pertes sont provoquées par des dysfonctionnements dans la distribution, des défauts de facturation et surtout par des actes de fraude persistants tels que les branchements clandestins et les manipulations de compteurs. « Conscient de la gravité de la situation, le gouvernement togolais a annoncé un plan de redressement pour éviter l'effondrement de l'entreprise publique. L'objectif est double : assainir les finances de la CEET et garantir un service énergétique stable et fiable à l'ensemble des usagers. Ce plan vise également à limiter les conséquences économiques néfastes que cette dette pourrait entraîner sur le long terme », a poursuivi le site web. Lesite[www.republicoftogo.com](http://www.republicoftogo.com) évoquait pour sa part une crise de recouvrement généralisé dans un article publié le 4 novembre 2025. « Selon un rapport publié par la Commission

nigériane de régulation de l'électricité (Nerc), les compagnies nationales d'électricité du Bénin (SBEE), du Togo (CEET) et du Niger (Nigelec) doivent un total de 19,97 millions de dollars au Nigeria pour l'électricité fournie au cours du premier semestre 2025. Sur une facture globale de 34,78 millions de dollars, ces clients n'ont réglé que 14,81 millions, soit moins de la moitié. La CEET n'a pas commenté les informations de la Nerc », avait écrit le média.

Ces informations sont vraiment le signe qu'il y a un problème. L'on comprend donc qu'à un moment ou à un autre, le gouvernement devait prendre ses responsabilités. « Le gouvernement de la République togolaise a obtenu un financement de l'Association internationale de développement (Ida), pour financer le Projet de développement inclusif à travers l'accès à l'électricité (Idea) au Togo et a l'intention

d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer des paiements au titre du contrat relatif au "recrutement d'un cabinet chargé de la transformation organisationnelle et du renforcement de

en concevant une organisation cible moderne et agile, en renforçant la gouvernance ainsi que les capacités institutionnelles et techniques, et en mettant en place un dispositif de management performant



Le siège de la CEET à Lomé (Crédit photo : [www.republiquetogolaise.com](http://www.republiquetogolaise.com))

la gouvernance de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET)" », peut-on lire dans le communiqué qui accompagne l'avis à manifestation d'intérêt. L'objectif principal de la mission est d'accompagner la CEET dans une transformation organisationnelle durable,

et transparent de manière à créer les conditions nécessaires à l'examen et, le cas échéant, à la mise en œuvre ultérieure des options de réorganisation qui seront retenues à l'issue des travaux (dont, éventuellement, une option de filialisation).

Edem Dadzie



Niger/Souveraineté

Uranium : le groupe français Orano veut ester en justice contre l'Etat nigérien

Le groupe nucléaire français Orano a annoncé, mercredi 21 janvier, son intention de poursuivre ses actions en justice contre l'État nigérien, mais aussi contre « quiconque voudrait mettre la main » sur un important stock d'uranium extrait du nord du pays. En cause : au moins 1 000 tonnes de concentré d'uranium, dont la destination reste inconnue depuis plusieurs semaines, dans un contexte de tensions croissantes entre Niamey et l'ancien exploitant français.



Ce stock provient du site de la Somaïr, à Arlit, une filiale autrefois détenue à 63,4 % par Orano et à 36,6 % par l'État nigérien. Fin novembre 2025, le groupe avait alerté sur le départ d'un chargement d'uranium depuis le site minier. Selon Orano, cette marchandise se trouve désormais

bloquée à l'aéroport de Niamey, où elle aurait été acheminée par les autorités nigériennes.

« Une partie du stock a été déplacée par la junte depuis Arlit jusqu'à Niamey. Il y est toujours, pour ce que je sais », a déclaré Claude Imauven, président du conseil d'administration

d'Orano, lors d'auditions successives au Sénat puis à l'Assemblée nationale françaises. Le dirigeant a précisé que le groupe ne disposait pas d'informations directes sur la destination finale du chargement, Orano n'étant plus présent sur le terrain. Depuis le coup d'État de 2023, la junte nigérienne

a placé la question de l'uranium au cœur de sa politique de souveraineté économique. En juin 2025, les autorités ont procédé à la nationalisation forcée de la Somaïr, avant d'annoncer, en novembre, leur intention de vendre directement l'uranium sur le marché international. Une orientation qui intervient alors que le Niger s'est éloigné de la France et a renforcé ses liens avec la Russie. À l'été 2025, le ministre russe de l'Énergie avait d'ailleurs affirmé à Niamey la volonté de Moscou « d'exploiter l'uranium » nigérien. Orano, qui s'estime illégalement exproprié, a engagé quatre procédures d'arbitrage international. L'une d'elles a déjà abouti

à une décision favorable au groupe, interdisant au gouvernement nigérien de disposer des stocks de la Somaïr. Selon Orano, la valeur marchande de ces réserves est estimée à environ 300 millions d'euros.

Des images satellites analysées par l'Agence France-Presse montrent l'arrivée de 34 camions dans une zone de l'aéroport de Niamey début décembre. Bien qu'aucun lien formel n'ait été établi, plusieurs sources affirment qu'il s'agit du chargement d'uranium en provenance d'Arlit. Sa destination finale, par voie aérienne ou terrestre, demeure à ce stade inconnue.

T.M.

Maroc/Conseil de Paix

Que cherche Mohammed VI en décidant de rejoindre le « conseil de la paix » de Donald Trump ?

Le Maroc a créé la surprise sur la scène diplomatique internationale. Lundi 19 janvier, Rabat a annoncé que le roi Mohammed VI allait ratifier la charte du « conseil de la paix » proposé par Donald Trump, une initiative américaine destinée, à l'origine, à accompagner un plan de paix pour Gaza. Le souverain chérifien devient ainsi le premier chef d'État africain et arabe à accepter de rejoindre cette structure aux contours encore incertains.

Officiellement, il s'agit pour le Maroc de s'inscrire dans une dynamique de recherche de stabilité au Proche-Orient, une posture cohérente avec le rôle traditionnel du royaume sur les questions moyen-orientales, notamment à travers le Comité Al-Qods, que préside Mohammed VI. En arrière-plan, cette décision traduit aussi une volonté assumée de rester un interlocuteur stratégique de Washington, dans un contexte où Donald Trump entend redéfinir les équilibres diplomatiques hors des cadres multilatéraux classiques, souvent critiqués à l'égard de l'ONU.

Car le « conseil de la paix » voulu par le président américain intrigue. Présenté comme un organe d'accompagnement du dossier gazaoui, il pourrait, à terme, élargir son champ d'action et concurrencer

certaines prérogatives onusiennes. Une perspective qui suscite des interrogations, mais que Rabat semble aborder avec pragmatisme, fidèle à une diplomatie de positionnement plutôt que d'alignement automatique. L'annonce marocaine intervient dans un contexte sensible. Selon le journaliste israélien Barak Ravid, du média Axios, le Premier ministre Aziz Akhannouch aurait évoqué, en marge du Forum économique mondial de Davos, la possibilité d'une contribution marocaine à une force internationale de stabilisation à Gaza. Une information rapidement nuancée par l'entourage du chef du gouvernement, précisant que seule l'adhésion au conseil de paix avait été validée par le roi.

Au-delà des polémiques, cette séquence illustre la stratégie marocaine : peser dans les dossiers géopolitiques majeurs sans s'exposer frontalement, préserver ses alliances clés, au premier rang desquelles celle avec les États-Unis, et consolider son image de médiateur crédible dans un environnement international de plus en plus fragmenté. Pour Rabat, rejoindre le « conseil de la paix » relève moins d'un pari idéologique que d'un calcul diplomatique maîtrisé.

T.M.

Guinée-Bissau/Elections

La transition militaire fixe le cap électoral à décembre 2026

En Guinée-Bissau, la junte militaire a officiellement arrêté le calendrier de sortie de transition. Dans un décret daté du 21 janvier, le général Horta N'Tam, président de la transition depuis le putsch du 26 novembre dernier, a fixé au 6 décembre 2026 la tenue simultanée de l'élection présidentielle et des législatives. Une annonce qui intervient à peine deux mois après la prise de pouvoir des militaires, sur fond de crise électorale et institutionnelle aiguë.



Général Horta N'Tam

Le texte, qui se réfère à la Charte politique de la transition approuvée le 27 novembre 2025, affirme que « les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres, justes et transparentes sont réunies ». Un message destiné autant à l'opinion nationale qu'aux partenaires régionaux, alors que la Guinée-Bissau demeure sous étroite surveillance

de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Justement, l'organisation régionale s'est rapidement invitée dans la gestion de la transition. Le 10 janvier, le président sierra-léonais Julius Maada Bio, président en exercice de la Cedeao, et son homologue sénégalais Bassirou Diomaye Faye

Embaló, président sortant renversé dans des circonstances controversées, se trouve actuellement au Maroc après un passage par le Sénégal et le Congo-Brazzaville, avec l'aval des putschistes. Son principal adversaire à la présidentielle de novembre dernier, Fernando Dias da Costa, demeure réfugié à l'ambassade du Nigeria à Bissau, où il avait trouvé asile au moment du coup d'État.

Autre figure centrale de l'opposition, Domingos Simões Pereira, président du PAIGC, reste détenu dans le pays. Son exclusion de la course présidentielle en septembre 2025 avait déjà cristallisé les tensions politiques avant le scrutin avorté.

En fixant une échéance électorale à près de deux ans, la junte bissau-guinéenne cherche à se donner du temps tout en affichant une volonté de normalisation. Reste à savoir si ce calendrier, jugé long par une partie de la classe politique et de la société civile, suffira à restaurer la confiance et à convaincre la Cedeao de la sincérité du processus de transition.

T.M.



Dette publique

Le Togo réduit son encours sur le marché Uemoa

En 2025, le Togo a pris une option de prudence sur le marché financier régional. Dans un environnement marqué par une activité d'emprunt soutenue au sein de l'Uemoa, Lomé a engagé un mouvement de désendettement mesuré mais significatif.

Selon les données consolidées publiées par Umoa-Titres, « l'encours de la dette togolaise détenue par les investisseurs régionaux

avec celle observée dans plusieurs économies voisines. À l'échelle régionale, l'encours total de la dette Umoa s'est certes légèrement replié (-3,7 %), mais cette moyenne masque des trajectoires divergentes. La Côte d'Ivoire affiche une baisse marquée (-15,4 %). En revanche, le Niger (+7,2 %), le Mali (+2,2 %) et le Sénégal (+2 %) ont continué d'augmenter leur exposition aux investisseurs régionaux.

désintérêt pour le marché régional. Il correspond plutôt à un ajustement de la stratégie de financement.

Lomé a progressivement réduit son recours aux adjudications classiques d'Umoa-Titres. Le pays privilégie désormais des instruments de maturité plus longue. Il s'appuie davantage sur le segment du marché lié à la BRVM, notamment à travers des opérations de syndication. Une orientation stratégique qui vise à mieux répartir les échéances et à contenir la pression de refinancement.

Ce choix intervient dans un contexte délicat. En 2025, plusieurs États de l'Union ont dû affronter « un mur de maturités hérité des années de forte tension sur la liquidité bancaire ». Paradoxalement, l'activité régionale est restée dynamique. Les États de l'Uemoa ont levé près de 11 860 milliards de francs CFA, soit une hausse de 45,9 %. Les émissions obligataires ont progressé de 89,5 %.

Edy Alley



Centre administratif, économique et financier de Lomé

a reculé de 5,6 % sur l'année », pour atteindre 1 810,5 milliards de francs CFA. Le pays devient ainsi l'un des États de l'Union à afficher une contraction de son stock de dette sur le marché des titres publics. La tendance contraste

Au Togo, la baisse de l'encours s'explique avant tout par un changement de cap. En 2025, l'État n'a mobilisé que 411 milliards de francs CFA. Un niveau inférieur à celui de 2024, déjà en retrait par rapport aux années précédentes. Ce recul ne traduit pas un

Budget 2026

Les recettes fiscales du Togo attendues à plus de 1330 milliards FCFA

Pour un meilleur impact des actions publiques, l'État serre ses comptes et élève le cap de ses recettes fiscales. Pour 2026, le Togo fait un choix stratégique : demander davantage à l'impôt pour soutenir son budget, avec des recettes fiscales attendues à 1338,9 milliards FCFA.

Selon la loi de finances, les recettes fiscales sont projetées à 1338,9 milliards FCFA, contre 1208,3 milliards FCFA en 2025. Une progression notable. « Environ 10,8 % en glissement annuel », dans un contexte budgétaire exigeant. Ce choix traduit une orientation ferme. L'État fait de l'impôt son pilier. Les ressources fiscales demeurent la principale composante des recettes budgétaires. Elles en représentent plus de 82 %,

large se dessine. En 2026, les ressources totales de l'État sont estimées à 2751,5 milliards FCFA. Le budget général en absorbe l'essentiel, avec 2702,9 milliards FCFA. Sur ce montant, 1615,4 milliards FCFA proviennent des recettes budgétaires, contre 1087,5 milliards FCFA de ressources de trésorerie. Les comptes spéciaux du Trésor devraient mobiliser 48,7 milliards FCFA. Cette trajectoire n'est pas nouvelle. En 2025 déjà, l'Office togolais des recettes devait mobiliser 1208,3 milliards FCFA, soit une hausse de 8 % par rapport à 2024. Les impôts étaient attendus à 595,7 milliards FCFA, tandis que les douanes et droits indirects devaient rapporter 612,6



Siège de l'OTR

loin devant les recettes non fiscales, attendues à 109,6 milliards FCFA, et les dons-projets, évalués à 166,9 milliards FCFA. Derrière ces chiffres, une réalité budgétaire plus

milliards FCFA. Mais en 2026, l'enjeu est ailleurs. Il ne s'agit plus seulement de collecter, mais d'œuvrer à la croissance des recettes.

Edy Alley

Subventions énergétiques

Le Togo revoit à la baisse son effort budgétaire en 2026

La subvention de l'Etat sur les produits énergétiques permet de soulager le budget des ménages togolais. Derrière les chiffres de la loi de finances, elle reste un amortisseur social essentiel, capable de contenir la flambée des prix. Pour 2026, l'État togolais prévoit 14,2 milliards FCFA, moins que l'année passée en vue d'investir le gap dans d'autres secteurs sociaux.

En 2025, près de 25 milliards FCFA avaient été inscrits. La baisse est alors significative. Les autorités n'en donnent pas les raisons mais le contexte parle. Le Togo avance dans un cycle de réformes budgétaires soutenu par ses partenaires techniques et financiers, au premier rang desquels le Fonds monétaire international.

Les bailleurs plaident pour un abandon progressif des subventions généralisées. À la place, ils recommandent « des mécanismes plus ciblés, à l'image des transferts monétaires directs en faveur des populations les plus vulnérables ». Une approche jugée plus juste et plus soutenable.

Depuis décembre 2024, date de la dernière révision, les prix à la pompe n'ont pas bougé. Le gasoil est fixé à 695 FCFA le litre. Le super sans plomb à 680 FCFA. Le mélange deux-temps, prisé des moteurs de petite cylindrée, s'établit à 769 FCFA. Le pétrole lampant est vendu à 650 FCFA le litre. Une stabilité obtenue au prix d'un effort

budgétaire constant. Le gaz domestique est également pris en compte.

pourtant un levier central qui touche les foyers. Il freine la pression sur les

2026 s'annonce comme un tournant. Plus qu'une coupe budgétaire, un



Présentation du rapport sur les Perspectives économiques régionales

Pour 2026, 8,7 milliards FCFA sont prévus afin d'en soutenir le prix. Là aussi, le montant recule. En 2025, 9,6 milliards FCFA avaient été mobilisés. Le gaz reste

ressources forestières. Derrière ces arbitrages, une équation sensible : réduire les dépenses, cibler les aides et préserver les ménages. L'année

changement de doctrine. Entre discipline financière et impératif social, le Togo redessine sa politique de soutien à l'énergie.

Edy Alley



## Amélioration des recettes fiscales Que fait le Togo pour maintenir le cap ?

**Ensemble des paiements obligatoires perçus par les administrations publiques, les recettes fiscales sont d'une importance capitale dans le développement. Au Togo, le choix de promouvoir les ressources endogènes pour répondre aux besoins de développement n'a de cesse de conduire le pays à innover dans la mobilisation des recettes fiscales. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les réformes visant à élargir l'assiette fiscale, les ambitions du pays pour l'année 2026 et l'importance des recettes fiscales dans le développement du pays.**

Perçues des citoyens et des entreprises sans contrepartie directe et proportionnelle, les recettes fiscales sont incontournables dans le développement de tout pays. Permettant de financer les politiques et services publics, les recettes fiscales incluent la TVA, l'impôt sur le revenu, les droits de douane et les taxes locales comme la taxe foncière.

Au Togo, la mobilisation des recettes fiscales s'impose comme un moyen de gouvernance économique, un moteur silencieux mais bien rodé pour le développement national. En renforçant sa capacité à collecter l'impôt de manière plus efficace, plus équitable et plus transparente, l'État togolais consolide les bases d'une prospérité durable, fondée sur l'effort collectif et la solidarité nationale.

La dynamique engagée repose sur une conviction : sans ressources internes solides, aucun projet de transformation ne peut prospérer. La mobilisation active des recettes permet ainsi à l'État de financer ses priorités sans dépendre excessivement des financements extérieurs. Routes, écoles, centres de santé, eau potable, électricité, protection sociale : derrière chaque infrastructure livrée et chaque service amélioré se dessine l'apport décisif de l'impôt.

Cette approche traduit un changement de paradigme. L'impôt n'est plus perçu uniquement comme une contrainte,

mais comme une contribution citoyenne au bien commun, un investissement collectif dans l'avenir du pays.

### Des réformes pour élargir l'assiette et renforcer l'équité

Pour améliorer durablement la mobilisation des recettes, le Togo a engagé des réformes structurelles ambitieuses. L'élargissement de l'assiette fiscale constitue l'un des axes majeurs de cette stratégie. En intégrant progressivement de nouveaux acteurs économiques, notamment dans le secteur informel, l'État veille à répartir plus équitablement l'effort fiscal.

En s'engageant dans cette logique, celle de l'élargissement de

réduisant les exonérations tout en intégrant de nouvelles sources de revenus.

Ce faisant, l'on assiste à des innovations dans la collecte des ressources fiscales avec l'introduction de la plateforme e-service et de l'application mobile TVM pour toucher les plus petits contribuables. L'amélioration du contrôle fiscal devient une réalité avec la digitalisation des factures, le croisement de données et le renforcement des capacités des agents. Une meilleure traçabilité des recettes fiscales est promue via des retenues à la source ciblées, surtout pour les gains de jeux.

Parallèlement, les dispositifs de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ont été renforcés. La modernisation de l'administration financière, appuyée par la digitalisation des procédures, permet un meilleur suivi des déclarations, une traçabilité accrue et une réduction des pratiques illicites. La fiscalité gagne ainsi en justice et en

et paiements en ligne, plateformes unifiées, interconnexion des services : ces outils simplifient les démarches des contribuables tout en améliorant l'efficacité de l'administration fiscale. Pour les opérateurs économiques, le gain est double : moins de lourdeurs administratives et plus de visibilité sur leurs obligations. Pour l'État, la digitalisation renforce la fiabilité des données, optimise la collecte et améliore la prévision budgétaire. La fiscalité devient plus fluide, plus moderne et mieux adaptée aux réalités contemporaines.

### Des retombées positives ?

Grâce aux différentes réformes, la mobilisation des ressources fiscales au Togo a connu une hausse de 50 % sur la décennie (2014 à 2025). Cette hausse est portée à 4,8 % en 2025 par rapport à 2024, avec un objectif de 10,6 % de hausse en 2026.

Fort des réformes, le Togo mise sur la hausse des ressources à mobiliser. Avec un objectif de

FCFA devront provenir des impôts intérieurs et 638,8 milliards FCFA de la douane pour renforcer l'autonomie financière de l'État.

### Une mobilisation qui soutient la justice sociale

L'accroissement des recettes fiscales trouve son sens dans l'usage qui en est fait. Les ressources mobilisées permettent de renforcer les politiques sociales, d'élargir les filets de protection et de soutenir les populations les plus vulnérables. Assurance maladie, transferts monétaires, subventions ciblées, investissements dans l'éducation et la formation : la fiscalité contribue directement à réduire les inégalités et à promouvoir une croissance plus inclusive.

Au Togo, les réalisations financées par les recettes fiscales sont légion. Elles incluent des investissements dans les infrastructures (énergie, eau, numérique), la digitalisation des services publics (OTR, cadastre), le soutien social (subvention gaz, transferts monétaires) et des réformes sectorielles (agriculture, santé).

En 2026, le pays entend subventionner le gaz butane à hauteur de 8,75 milliards FCFA. Si cette subvention consacre une légère baisse par rapport à 2025, elle permet cependant de maintenir le prix pour les ménages à 790 FCFA/kg par rapport à un coût réel estimé à 892 FCFA/kg. Via ce canal de subvention, l'État couvre la différence pour préserver le pouvoir d'achat et encourager la transition énergétique.

### Maintenir l'innovation pour mobiliser les recettes

Pour continuer à financer les dépenses publiques et promouvoir un développement inclusif, le Togo entend maintenir



l'assiette fiscale, le gouvernement, à travers l'Office togolais des recettes (OTR), travaille à augmenter le nombre de contribuables en

crédibilité.

La transformation numérique joue en effet un rôle central dans cette dynamique. Déclarations

1210 milliards FCFA en 2025, le pays se projette sur une mobilisation de 1338,9 milliards de FCFA en 2026. Dans l'ensemble, 700 millions



le cap de l'innovation. Ce, via des factures électroniques certifiées et la digitalisation accrue des services (télédéclaration, simplification des procédures).

personnes handicapées. De même, une initiative de facilitation de l'enregistrement des marchés publics avec paiement différé des droits est accordée aux

dépenses fiscales non bien maîtrisées et surtout la corruption qui continue de gangrener l'économie nationale.

D'autres défis sont



Des mesures ciblées comme la taxe à l'exportation sur les matières premières agricoles seront également promues pour encourager la transformation locale et soutenir la production locale. Au-delà, le pays entend maintenir le cap de la sensibilisation pour renforcer le civisme fiscal et poursuivre la dématérialisation des procédures de l'OTR dans l'objectif de faciliter le paiement à distance et sécuriser les flux.

jeunes et aux femmes entrepreneurs.

Dans le cas inverse, de nouvelles impositions et ajustements permettront d'accroître les recettes fiscales. C'est notamment le cas de la taxe à l'exportation sur des produits agricoles comme le cajou, le soja et le karité pour favoriser la transformation locale. L'instauration de la retenue à la source pour les jeux de hasard permettra de sécuriser davantage les recettes.

également liés au secteur privé et à l'économie. Ainsi, la perception du poids des impôts par certaines entreprises comme un frein à leur développement annihile

la résistance des contribuables face à certaines réformes agit de façon négative sur la mobilisation des recettes, sans oublier l'insuffisance de communication qui empêche l'adhésion de certains acteurs aux nouvelles réformes.

logistiques et humaines. Des projets spécifiques comme le recensement des entreprises et le plan de mobilisation des recettes (PMR) s'inscrivent également dans les initiatives visant à accroître les ressources.

En termes de soutien aux filières productives, il est accordé une exonération de TVA sur les provendes et compléments pour l'élevage et la pêche.

accordant une importance à l'inclusion sociale via la mobilisation des recettes, des crédits d'impôt sont accordés aux entreprises recrutant des

**Relever les défis ?**

Nonobstant les efforts engagés par le pays, la mobilisation des recettes pour promouvoir son développement reste confrontée à nombre de défis. Ces derniers incluent la base fiscale limitée, la faible capacité pour mieux évaluer et appliquer les impôts, l'évasion fiscale, les

les efforts de mobilisation.

Au niveau opérationnel,

aussi engagés pour relever les défis liés au secteur informel, aux capacités

bénéfice de tous.

**Caleb Akponou**



La **BANQUE** à  
**PORTÉE de MAIN.**

La Banque Appréhendée

Disponible uniquement sur

Google Play App Store



Enigme



Propriétaire: Bonjour maçon.  
Mais il y a quoi? J'ai été sur le chantier et j'ai vu comment tu as construit la fondation. Mais c'est quoi tout ça ???

Maçon: Bonjour patron; svp moi mon travail ici c'est de construire la fondation et non de déplacer les palmiers.

Question: A votre avis, entre le patron et le maçon, qui a raison???

Blagues

Un gars a publié un statut en disant qu'il a besoin de crédit 7000f parce qu'il a un problème ; tout le monde a vu la publication et personne ne réagit. Donc une femme volontaire lui a dit d'envoyer son numéro en Inbox alors le gars l'a envoyé, ensuite elle a envoyé 10000f au gars et lui a dit de garder les 3000f. Quelques jours plus tard le gars a demandé à la femme qu'il veut la rencontrer ; donc ils se sont rencontrés mais à la grande surprise de la dame, le gars lui offre une range rover toute neuve et quelques jours plus tard, ils se sont mariés pour aller vivre heureux en Italie.

Une leçon de vie : semez beaucoup pour récolter beaucoup, j'attends mon prêt ; soyez bénis

Pensée du Jour

Certaines personnes ne trouvent pas de boulot à cause de leurs langues. D'autres perdent leurs jobs et même des êtres qui leur sont très chers. La langue n'a pas d'os pourtant elle est assez forte pour détruire un foyer. Même sans flamme ni fumée,la langue est capable de brûler tout un village. Alors faites Attention avec vos langues,car "l'oiseau au long bec ne peut jamais manger dans un plat. Que Dieu vous éloigne des accidents.

Enigme

Complétez les 9 cases du milieu pour obtenir 6 mots français de 7 lettres chacun

		M	P	P		
		A	A	O		
P	A				A	L
E	N				T	E
M	O				R	E
		A	T	R		
		L	E	E		

		L	E	E		
		A	T	R		
P	O				R	E
P	A				T	E
M	A				A	L
		A	N	O		
		P	E	M		

Blagues

"Un Vieux m'a demandé de vendre son coq pour lui à 1500f. J'ai pu vendre le coq à 3000f et je suis revenu dire au vieux que j'ai vendu le coq à 1250f . Le vieux m'a donné les 250f et commence à me bénir. "" tout ce que tu m'as fait, Dieu va te rembourser au centuple, même tes enfants et petits enfants vont récolter le fruits de tes actes. Dans toute ta vie tu rencontrera des gens qui vont t'aider de la même manière que tu viens de le faire. Les mots me manquent mais c'est Dieu seul qui pourra te payer. ""

Je lui ai remis ses 250f plus les 1500f que j'avais prélevés. A cause de tes miettes tu veux maudire toute ma famille ?? Un vieux sorcier comme ça!

Mon frère si tu es heureux avec une seule femme imagine si tu en as 5. Lève toi et va compléter ton bonheur. N'écoute pas les gens...

Svp dites moi: est ce qu'un gaucher peut étudier le droit à l'Université

HUMOUR

Mari: Mon bébé, c'est comme si l'ampoule des toilettes est maintenant automatique hein

Femme: Que s'est-il passé mon amour ?

Mari: lorsque j'ouvre la porte pour uriner, l'ampoule s'allume seul. Après avoir uriné et refermé la porte, l'ampoule s'éteint seule!!

Femme: wandaful!!!

T'as encore bu cheri .....

Tu es parti uriner dans le frigo !

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

AGENCE DE COMMUNICATION

**AG Partners:** Sise à Cassablanca  
www.couleurafrique.com  
**Larry Event Day (LED)**  
Une agence évènementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration  
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

**CONCORDE:** (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

**RAMCO:** (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

**LE CHAMPION SUPER MARCHE:** (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

**MARCHE ABATTOIR:** (Juste en face du Super Marche Le Champion)

**MARCHE DE GOYI SCORE:** (Juste en face du Super Marché RAMCO)

**PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA:** (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

**AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919**  
**COURS DE CAPOEIRA :** Salle GYM TONIC.  
Tél : 90 79 79 90  
**COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;**  
**Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30**  
**COURS DE ZOUMBA** (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;  
Tél 90 30 38 75  
**CIE CADAM** (Danse traditionnelle africaine) ;  
Tél : 90 15 39 87  
**SALSA** (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

**AERO-CLUB DU GOLFE** (Route de l'aéroport)  
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

**DHL** (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli ) Tél: 22 21 68 51  
**EMS TOGO** (Tél: 22 26 70 51)  
**FEDEX** (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)  
Tél: 22 21 24 96  
**TOP CHRONO** (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68  
**SDV EXPRESS** (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

**MOOV** :Tél. 22 20 13 20  
**TOGO CELLULAIRE** : Tél. 22 22 66 11  
**TOGO TELECOM** : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

**DR CORINNE JOULIN-KARKA** ; Tél: 22 23 46 77  
**CLINIQUE BIASA**; Tél: 22 21 11 37  
**CLINIQUE SAINT-RAPHAËL**; Tél: 22 25 92 77  
**CHU TOKOIN**; Tél: 22 21 25 01  
**CHU CAMPUS**; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68  
**HORLOGE PARLANTE**; Tél: 116  
**CLINIQUE UNIDIAL** spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat  
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

**RESTAURANT LE TABLIER** (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)  
Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80  
**HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »** Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
**HÔTEL BALKAN** (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63  
**LE MERLOT** (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

**Le NAUTILUS-FITNESS** : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»  
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30  
**BODYBUILDING-CLUB** (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72  
**GYM CENTER** (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ;  
Tél : 90 04 76 60  
**GYM FIL«O»PARC** (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28  
**GYM GHIS PALACE** (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70



Uemoa / Mobilisation de fonds

La titrisation comme technique efficace au profit des Etats

*Processus financier consistant à regrouper un ensemble d'actifs financiers (prêts hypothécaires, créances ou des dettes), afin de les transformer en titres négociables sur le marché, la titrisation était au cœur de la toute première édition de « Dakar Business Connect » organisé par le Magazine économique et financier de référence, Le Marché, samedi 17 janvier 2026 à Dakar.*

Les acteurs du monde de la finance et institutions de mobilisation des ressources financières au profit des Etats, ce sont réunis autour du thème : « La titrisation et le financement du développement : opportunités, enjeux et perspectives », lors de l'évènement Dakar Business Connect (DBC) à Dakar.

Deux panels ont été au programme : le premier sur « La titrisation : un levier stratégique pour le financement des infrastructures et des politiques publiques » et le

second « La titrisation et le secteur privé, en tant qu'outil pour accélérer la croissance des entreprises et dynamiser les marchés financiers ». En complément de ces panels, une Keynote prononcée par

titrisation. Des masterclass et des ateliers pratiques ont également permis de revenir sur les récentes opérations de titrisation couronnées de succès dans l'espace Uemoa.

développement. Il s'agissait également de mettre en lumière les opportunités qu'elle offre aux États, aux entreprises, aux banques et aux investisseurs institutionnels, tout en

Dr Abdou Diaw, directeur de publication et fondateur du magazine Le Marché.

Selon Dr Diaw, ce rendez-vous, qui se veut pérenne, ambitionne de stimuler le débat économique et financier tout en établissant un cadre d'échanges structuré entre les différents acteurs de l'écosystème.

Le magazine financier Le Marché œuvre depuis plusieurs années à susciter le débat et à éveiller l'intérêt autour des grandes mutations et des enjeux économiques majeurs. C'est dans cette dynamique qu'il a lancé le concept Dakar Business Connect, une initiative visant à explorer des thématiques clés de l'économie et de la finance, en donnant la parole à des professionnels et à des références reconnues dans leurs domaines respectifs.

Affo-Djèlè Alarba



Dr Abdou Diaw, directeur de publication et fondateur du magazine Le Marché

le directeur général de KF Titrisation, Mouhamadou Moustapha Faye, a permis d'explorer en profondeur les enjeux et les atouts de la

« L'objectif de cette première édition était de clarifier le concept de la titrisation et son utilité dans le financement du

identifiant les contraintes, les risques et les prérequis nécessaires à un recours efficace et soutenable à cet outil financier », a déclaré

Biodiversité

Le Togo lance le processus d'élaboration du plan de financement

*Le Togo franchit une nouvelle étape dans la protection de la biodiversité, en lançant mercredi 21 janvier 2026 à Lomé, le processus national d'élaboration du plan de financement de la biodiversité. Cet atelier intervient dans le cadre de l'initiative pour la Finance de la biodiversité (Biofin), une initiative du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).*

Engagé à restaurer le couvert végétal et à pallier la dégradation de la biodiversité, le Togo ne manque pas d'initiatives pour trouver des moyens pour financer sa biodiversité. C'est donc pour relever ce défi que le pays s'est engagé avec Biofin.

Programme du Pnud, le Biofin soutenu par l'Union européenne, les gouvernements de la Norvège, de la Suisse, de Belgique, du Canada, de la France, du Royaume-Uni, de la Finlande, de l'Allemagne et le Fonds mondial pour l'environnement, a un objectif clair : accompagner les pays dans la transformation systémique de la biodiversité. Ainsi, durant deux (2) jours d'atelier, il sera question de présenter le programme Biofin aux parties prenantes,

d'assurer l'appropriation, de présenter les avancées obtenues à l'API et à l'ADB, d'obtenir l'engagement de chaque partie dans le processus d'élaboration du plan de financement de la biodiversité et de valider le plan de travail annuel du programme.

Pour Amouzouvi Mesmin

biodiversité. Cela a mobilisé jusqu'à 2,5 milliards de dollars pour financer la conservation de la biodiversité dans le monde », a-t-il mentionné avant d'ajouter : « En intégrant le Biofin, le Togo gagne beaucoup. Le pays fait face à une dégradation très poussée. Les études révèlent que le pays perd jusqu'à 0,72

constitue un capital naturel, stratégique et indispensable à l'équilibre écologique, à la cohésion sociale et à la prospérité économique de la nation. Elle contribue directement aux moyens de subsistance des populations et renforce sa résilience face au changement climatique tout en contribuant à la

Des défis à relever

Nonobstant, les atouts de sa biodiversité, le Togo fait face depuis plusieurs décennies à une dégradation constante. D'où le lancement du processus national d'élaboration du plan de financement de la biodiversité pour relever le défi.

« Sur la haute initiative du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le Togo fait le choix stratégique d'accroître les financements en faveur de nos conservations de la biodiversité et plusieurs initiatives sont à souligner... », a mentionné le directeur de cabinet avant d'ajouter : « Dans le mécanisme de financement de la biodiversité, le gouvernement a donc décidé d'adhérer au programme Biofin porté par le Pnud avec l'appui du FEM, pour faire de la biodiversité un pilier stratégique dans la souveraineté économique, de notre résilience national et du bien-être national des générations présentes et futures ».

Rappelons que les travaux ont été ouverts en présence d'un représentant du programme des Nations unies au Togo.



Abel, responsable Togo du Biofin, le programme Biofin est d'une importance capitale pour la reconstitution de la biodiversité.

« Lancé depuis 2012, le Biofin consiste à élaborer des plans de financement de la biodiversité. Dans sa phase pilote, Biofin a regroupé 41 pays et a permis de développer des plans de développement de la

% de sa superficie forestière par an et c'est plus de 42 000 hectares de forêt qui disparaissent chaque année.»

Le Togo et sa potentialité

En ouvrant les travaux, Nabédé Pyabalo, directeur de cabinet du ministère de l'Environnement, n'a pas manqué de revenir sur l'importance de la biodiversité. Pour ce dernier, la biodiversité togolaise, riche et variée,

réalisation des objectifs de développement.

Bien que modeste par sa superficie, le Togo, selon M. Nabédé, est un joyau écologique avec des écosystèmes qui renferment plus de 3 000 espèces végétales et 4 200 espèces animales, faisant de sa biodiversité un patrimoine d'une valeur inestimable.



Hyperpigmentation

Quelle est cette pathologie, comment la soigner, et comment la prévenir ?

Définie par les spécialistes comme un assombrissement de la peau à la suite d'une production excessive de mélanine, pigment responsable de la couleur de la peau, l'hyperpigmentation crée des taches brunes ou noires affectant le teint naturel. Même si elle peut paraître bénigne, cette pathologie peut bien affecter moralement la vie de celle qui en souffre, compte tenu du regard pesant des autres.



Les manifestations de l'hyperpigmentation sur le visage d'une femme (Image trouvée en ligne le 22 janvier 2026)

En dermatologie, on classe les individus selon leur phototype, allant du plus clair au plus foncé. Toutes les peaux contiennent de la mélanine, le pigment responsable de la couleur de la peau. Ce qui diffère d'un phototype à l'autre c'est la répartition des mélanocytes, les cellules qui contiennent la mélanine, sur les différentes couches de la peau. L'hyperpigmentation correspond à une production excessive ou une répartition anormale de la mélanine, entraînant l'apparition de zones plus foncées que la peau environnante. Ces taches peuvent être localisées ou diffuses, transitoires ou persistantes, selon la cause et le terrain.

Quelles sont les causes de l'hyperpigmentation ?

L'hyperpigmentation n'est pas une maladie, c'est un syndrome pour lequel il faut rechercher la cause. Il existe des causes acquises et des causes congénitales.

Parmi les causes acquises, les plus fréquentes sont :

L'inflammation de la peau que l'on peut retrouver dans certaines maladies telles que l'acné (maladie inflammatoire chronique de la peau, fréquente à l'adolescence, due à une hypersécrétion de sébum et à l'obstruction des pores par des cellules mortes, favorisant la prolifération d'une

bactérie, et provoquant points noirs, points blancs, papules, pustules et kystes, principalement sur le visage, le dos et le thorax) ; l'eczéma (maladie inflammatoire chronique de la peau caractérisée par des démangeaisons intenses (prurit), des plaques rouges et sèches, des vésicules, suintements et croûtes,

évoluant par poussées) ; le lichen (une maladie de la peau et des muqueuses de la vulve parfois source de démangeaisons importantes) ou encore le psoriasis (Maladie de la peau, caractérisée par des plaques rouges à croûtes blanchâtres). L'inflammation peut aussi survenir après des piqûres



Dr Aby Seck (Crédit photo : BBC Afrique news)

d'insectes ou dans les cas de brûlures. L'exposition au soleil pendant laquelle la peau sécrète de la mélanine pour protéger ses cellules contre les rayons ultra-violet ; les déséquilibres hormonaux pendant la grossesse ; les maladies sous-jacentes comme le diabète ; les pratiques cosmétiques agressives lors de la dépigmentation cosmétique volontaire où l'on retrouve plusieurs formes de troubles pigmentaires liés aux actifs comme l'hydroquinone, notamment au cours de l'ochronose exogène. Il s'agit de petits boutons noirâtres appelés

"papules", regroupées en amas sur les zones photo-exposées, avec un aspect râpeux. Cette pathologie est difficile à traiter mais l'on invite les patients à se faire consulter pour une prise en charge rapide qui consiste d'abord à l'arrêt de l'exposition chronique aux produits dépigmentants afin d'éviter la survenue des cas dramatiques de cancers cutanés.

Enfin, il y a la prise de certains médicaments anti-cancéreux ou des médicaments photosensibilisants qui peuvent également provoquer une hyperpigmentation. Chez les phototypes foncés, toute agression cutanée et tout processus de cicatrisation peuvent déclencher une réponse pigmentaire excessive.

Les manifestations de l'hyperpigmentation

Elle se manifeste par des taches brunes ou noirâtres, de taille et de forme variables, souvent sur le visage et le torse puisque

ce sont des zones photo-exposées, mais l'on peut les retrouver sur tout le corps. Ces taches peuvent apparaître après un bouton, une irritation ou sans cause apparente, et ont tendance à persister dans le temps si elles ne sont pas correctement prises en charge.

Pourquoi intervient-elle plus fréquemment chez certaines peaux noires ?

La peau est composée de trois couches avec de la superficie à la profondeur : l'épiderme, le derme et l'hypoderme. Contrairement aux autres types de peau, les peaux noires sont riches en



Les manifestations de l'hyperpigmentation sur le corps d'un homme (Image trouvée en ligne le 22 janvier 2026)

mélanocytes au niveau de la couche la plus superficielle qui est l'épiderme, et elles sont de plus grande taille. Cela signifie que, même si elles sont mieux protégées contre le soleil, les peaux noires ont une plus grande tendance à produire de la mélanine en excès après une agression cutanée. C'est un mécanisme de défense naturel, mais qui peut devenir problématique lorsqu'il est excessif ou répété.

Les solutions médicales possibles

La prise en charge repose sur le diagnostic du type d'hyperpigmentation, les traitements topiques éclaircissants et régulateurs de la production de la mélanine, une photoprotection et parfois des traitements dermatologiques esthétiques comme les peelings ou les lasers adaptés aux peaux foncées. Si la cause est médicamenteuse ou liée à une pathologie, il faut d'abord traiter la maladie sous-jacente.



Les manifestations de l'hyperpigmentation sous les aisselles d'une femme (Image trouvée en ligne le 22 janvier 2026)

Existe-t-il des solutions naturelles ?

Dans la pratique, le "naturel" ne veut pas forcément dire la solution la plus sécurisée, et ce qu'on appelle "chimique"

n'est pas forcément mauvais. Il n'existe pas de solution naturelle capable de traiter efficacement une hyperpigmentation installée. Certaines pratiques dites "naturelles" peuvent même aggraver les taches en irritant la peau. En revanche, une bonne hygiène de vie, une peau bien hydratée et une photoprotection efficace peuvent prévenir l'aggravation.

Que faut-il faire pour éviter l'hyperpigmentation ?

La prévention repose sur l'éviction des facteurs déclenchant ou aggravant l'hyperpigmentation comme le grattage des lésions ou l'utilisation de produits décapants. Il faut traiter rapidement les taches pour éviter qu'elles ne persistent et qu'elles soient difficiles à traiter. L'utilisation d'une photoprotection physique (vêtements) ou chimique (produits solaires) permet de prévenir l'aggravation des taches. Enfin, une consultation chez le dermatologue est

nécessaire en cas de taches persistantes.

Edem Dadzie  
Expert : Dr Aby Seck,  
dermatologue



Mobilité verte

Deux véhicules électriques offertes par le Pnud

La transition écologique se concrétise comme un choix politique en faveur de la mobilité publique au Togo. Ce 22 janvier 2026, le ministère de l'Environnement et la commune de Golfe 3, ont été dotés chacun d'un véhicule électrique.

La cérémonie a été l'occasion pour la Représentante résidente du Pnud au Togo, Binta Sanneh de remettre les clés et les papiers des véhicules aux deux institutions. L'initiative s'inscrit dans une vision assumée. « Le PNUD Togo mise sur la mobilité électrique pour un avenir durable ». En dotant des institutions publiques de véhicules propres, l'organisation entend soutenir la transition énergétique et réduire l'empreinte carbone des déplacements administratifs.

À Lomé, la pression urbaine est réelle. Le trafic augmente. La pollution aussi. « Le secteur des transports est l'un des principaux contributeurs aux émissions de CO<sub>2</sub> dans les zones urbaines ». Face à ce constat, le PNUD mise sur l'exemple. Montrer que l'alternative est possible. Et viable.

Les véhicules serviront aux missions officielles. Mais pas seulement. Ils auront aussi valeur de vitrine. « Ils symbolisent notre engagement commun pour un avenir durable », a déclaré Binta Sanneh, Représentante résidente du PNUD au Togo. Pour l'institution onusienne, la mobilité électrique n'est plus un concept. C'est un levier. Le message est entendu.



Binta Sanneh, Représentante résidente du Pnud au Togo remettant la clef du véhicule à Essohanim Gnassingbé

Au nom du ministère de l'Environnement, son secrétaire général, Koffi Aoufoh Dimizou, a salué un appui constant. Il rappelle que la mobilité verte,

inscrite dès 2020 dans la feuille de route nationale, est désormais une réalité. « Aujourd'hui après 5 ans, c'est une réalité ». Même écho du côté de



Binta Sanneh, Représentante résidente du Pnud au Togo remettant les documents du véhicule Koffi Aoufoh Dimizou

la commune de Golfe 3. Son maire, Gnassingbé Essohanim, souligne une coopération de longue date avec le PNUD et une ambition affirmée : « la Commune

ambitionne de se positionner sur le renouvelable, sur le long terme ».

Edy Alley

Action sociale au Togo

Plus de 204 000 bénéficiaires en 2025

Au Togo, l'action sociale change d'échelle. En 2025, 204.718 personnes ont bénéficié des interventions du ministère des solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfance. Un chiffre qui parle, d'autant plus que 59,63 % des bénéficiaires sont des femmes.

Ces données ont été rendues publiques le mercredi 21 janvier à Kpalimé, à l'ouverture de la revue annuelle des activités du ministère. Elles

dessinent un tableau nuancé, encourageant, mais exigeant. Sur le plan opérationnel, le ministère affiche un taux d'exécution physique de 71,56 %. La performance financière est plus élevée, avec 82 % de taux de réalisation. Deux indicateurs qui traduisent une dynamique réelle, malgré un environnement budgétaire contraint. La répartition géographique des bénéficiaires révèle toutefois des écarts

marqués. Le Grand Lomé arrive en tête, avec 65.642 personnes assistées. Suivent les Plateaux (33.533), la Kara (32.517), la Centrale (28.310), les Savanes (24.779) et la Maritime (19.937). Une cartographie qui interroge et qui appelle à des ajustements. Les interventions ont couvert des champs essentiels. La lutte contre les vulnérabilités, la protection de l'enfant, la promotion de la femme et l'alphabétisation... Autant

de leviers pour renforcer la résilience sociale, surtout dans les zones fragiles. La ministre Martine Moni Sankaredja assume les défis. Elle rappelle que « malgré un contexte marqué par la raréfaction des ressources, les actions menées ont permis d'obtenir des performances encourageantes ». Avant de souligner que « cette revue annuelle constitue une étape essentielle pour consolider les acquis,

ajuster nos interventions et renforcer l'impact de nos programmes au bénéfice des communautés ». Pour 2026, le cap est posé. Le ministère veut renforcer la synergie avec les partenaires, affiner la planification et miser sur une gestion axée sur les résultats. L'ambition est de mieux toucher, tout en répondant de manière durable, aux besoins des populations les plus vulnérables.



**mixx**  
By **Uas**

**Sécurisé.**  
**Rapide.**  
**Toujours avec vous**

**Votre partenaire de confiance en Mobile Money**

[Téléchargez le Super App Max Logo](#)



ou tapez le

\*145#

III Bank Togo  
Banque Commerciale